



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET



Direction générale du Budget



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Troisième Trimestre 2021

Novembre 2021

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU DEUXIEME TRIMESTRE 2021

Le présent rapport est préparé en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances. Il présente la situation d'exécution du budget de l'Etat du Sénégal à la fin du troisième trimestre 2021, au regard des prévisions de la première loi de finances rectificative pour l'année 2021 (LFR1 2021).

Le tableau ci-dessous récapitule l'exécution des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat, conformément à la présentation générale des ressources et des charges de la LFR1 2021.

Les ressources du budget général mobilisées au 30 septembre 2021 s'élèvent à 1989,48 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 65,6% des prévisions de la LFR1 2021.

Les dépenses du budget général sont réalisées (base ordonnancement) à hauteur de 3131,75 milliards FCFA représentant 75,4% des crédits ouverts au 30 septembre 2021.

Présentation générale de l'exécution des recettes et des dépenses du budget général à la fin du troisième trimestre 2021

Rubriques	Crédits ouverts/Prev. Fin. (1)	Exéc. (2)	Taux d'exéc. (2/1)
<i>Recettes fiscales</i>	2564,50	1805,61	70,4%
<i>Recettes non fiscales</i>	118,00	107,25	90,9%
Recettes exceptionnelles	60,00		0,0%
Total recettes internes	2742,50	1912,87	69,7%
Dons budgétaires	64,00	4,42	6,9%
Dons en capital	228,00	72,20	31,7%
Total recettes externes	292,00	76,61	26,2%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3034,50	1989,48	65,6%
Charges financières la dette publique	321,70	247,09	76,8%
Dépenses de personnel	904,90	671,35	74,2%
Dépenses d'acquisitions de biens et services	376,14	333,73	88,7%
Dépenses de Transfert courant	845,14	699,20	82,7%
Total dépenses ordinaires	2447,88	1951,36	79,7%
Dépenses en capital sur ressources internes	924,07	618,80	67,0%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	201,84	90,46	44,8%
Dépenses de transferts en capital	722,23	528,34	73,2%
Dépenses en capital sur ressources externes	784,00	561,41	71,6%
Total dépenses en capital	1708,07	1180,21	69,1%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	4155,95	3131,57	75,4%

1. Les ressources du budget général sont mobilisées, au 30 septembre 2021, à hauteur de 65,6% par rapport à l'objectif annuel de 3 034,5 milliards FCFA fixé par la première loi de finances rectificative pour l'année 2021 (LFR1 2021). Comparée à la même période en 2020, ces ressources ont enregistré une hausse de 129,141 milliards FCFA en valeur absolue, soit 6,9% en valeur relative. Cette hausse est imputable aux ressources intérieures qui ont sensiblement augmenté (+155,08 milliards FCFA) grâce aux performances réalisées sur le recouvrement des recettes fiscales qui ont accru de 164,18 milliards FCFA (+10%). Par contre, les ressources extérieures ont enregistré une baisse de 25,94 milliards FCFA (-25,3%), imputable aux dons courants qui ont sensiblement diminué de 38,77 milliards par rapport à l'année précédente.

2. Les dépenses exécutées du budget général s'élèvent à 3131,57 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 75,4% des crédits ouverts pour un montant de 4155,95 milliards FCFA au 30 septembre 2021. Ce taux relativement correct est dû à une bonne exécution de toutes les catégories de dépenses à l'exception des dépenses d'investissements exécutées par l'Etat qui affichent un faible taux d'exécution de 44,8%, dû au démarrage tardif de certaines activités, expliqué par le processus long de passation des marchés pour cette catégorie de dépenses.

L'exécution des dépenses du budget général est répartie par catégorie de dépenses ainsi qu'il suit :

- Charges financières la dette publique : 247,09 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 76,8% ;
- Dépenses de personnel : 671,35 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 74,2% ;
- Dépenses d'acquisitions de biens et services : 333,73 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 88,7% ;
- Dépenses de Transferts courants : 699,20 milliards, FCFA, soit un taux d'exécution de 82,7% ;
- Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat : 90,46 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 44,8% ;
- Dépenses de transferts en capital : 528,34 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 73,2% ;
- Dépenses en capital sur ressources externes : 561,41 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 71,6%.

3. Le Fonds national de retraite :

- a mobilisé, en ressources, 100,01 milliards FCFA au titre de cotisations sociales, soit 89,5% des prévisions annuelles ;
- a exécuté, en dépenses, des allocations de pensions pour un montant de 79,91 milliards FCFA, soit 71,5% des prévisions annuelles.

A la date du 30 septembre 2021, le fonds dégage ainsi un solde positif de 20,095 milliards FCFA, contre 14,704 milliards FCFA à la même date en 2020, soit une nette amélioration de 5,391 milliards FCFA.

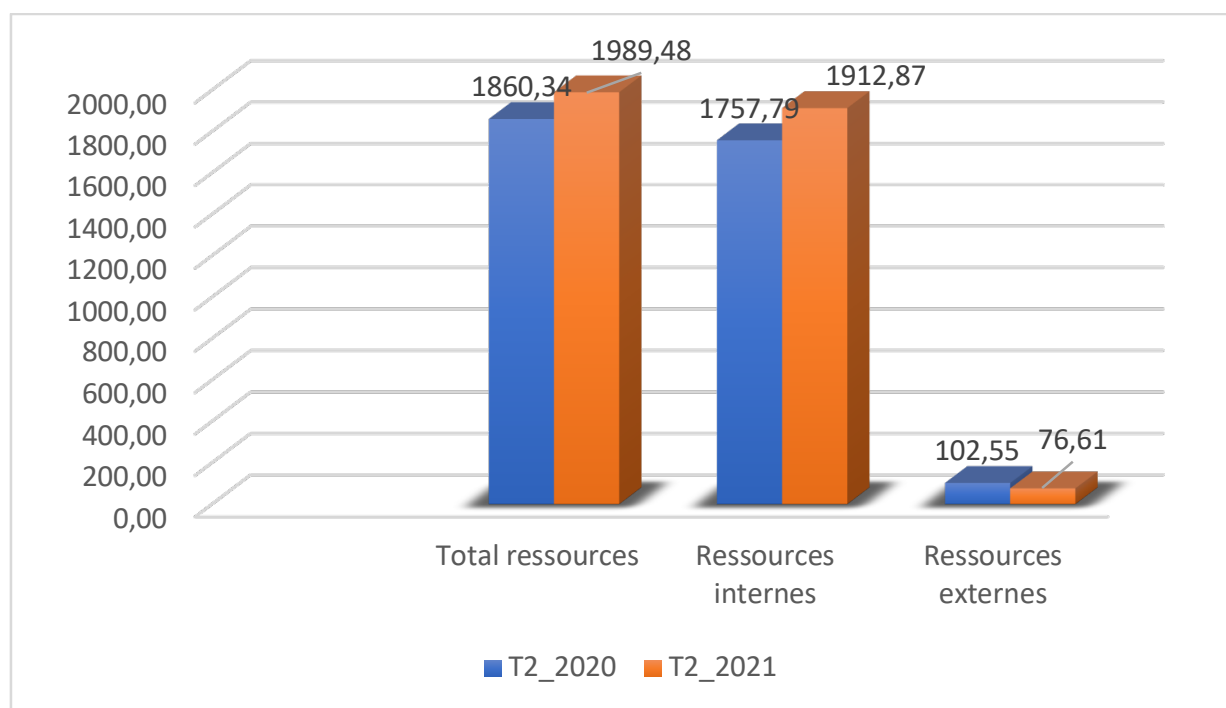
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources mobilisées du budget général s'élèvent, au 30 septembre 2021, à 1 989,48 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 65,6% par rapport à l'objectif annuel de 3 034,5 milliards FCFA fixé par la première loi de finances rectificative pour l'année 2021 (LFR1 2021).

Par rapport à la même période en 2020 (1 860,34 milliards FCFA), la mobilisation de ces ressources a enregistré une hausse de 129,141 milliards FCFA en valeur absolue, soit 6,94% en valeur relative. Cette hausse est expliquée par les ressources intérieures qui ont sensiblement augmenté (+155,08 milliards FCFA) par rapport à l'année précédente.

Les ressources du budget général mobilisées jusqu'à fin septembre 2021 sont composées de ressources internes (recettes fiscales et recettes non fiscales) pour une part de 96% et de ressources externes (dons courants et dons en capital) pour une part de 4%.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel au troisième trimestre 2021



I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la date du 30 septembre 2021, les ressources internes du budget général sont recouvrées à hauteur de 1912,87 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de :

- 104,1% par rapport à l'objectif fixé pour le troisième trimestre (1837,84 milliards FCFA). La performance réalisée à fin septembre 2021 est expliquée par le recouvrement des recettes fiscales pour 103,1%

- et des recettes non fiscales pour 123,9% ;
- et de 69,7% par rapport à l'objectif annuel de la LFR1 2021 (2742,50 milliards FCFA).

Les ressources internes sont constituées de recettes fiscales pour un montant de 1805,61 milliards de FCFA et de recettes non fiscales pour 107,25 milliards FCFA.

Comparé à la même période de l'année 2021, les ressources internes ont évolué en hausse de 155,08 milliards FCFA (+9%). La hausse est expliquée principalement par les performances enregistrées sur le recouvrement des recettes fiscales qui ont accru de 164,18 milliards FCFA (+10%) avec, notamment :

- l'impôt sur le revenu qui a augmenté de 39,76 milliards FCFA avec les impôts sur les personnes physiques (+29,30 milliards FCFA) et sur les sociétés (+11,49 milliards FCFA) ;
- l'impôt sur les biens et services qui a évolué en hausse de 68,39 milliards FCFA grâce à l'impôt sur la valeur ajoutée (+47,98 milliards FCFA) et aux droits d'accises (+43,39 milliards FCFA) ;
- les droits de douane et autres droits à l'importation qui se sont améliorés de 33,84 milliards FCFA.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont enregistré une légère baisse de 9,10 milliards (-8%) imputable aux recettes diverses non identifiées (-18,91 milliards FCFA). En revanche, les revenus de la propriété ont enregistré une hausse de 8,14 milliards FCFA grâce aux loyers qui ont progressés de 15,89 milliards FCFA.

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du troisième trimestre 2021

Catégories de recettes	objectif T3_2021	Recouvrement T3_2020	Recouvrement T3_2021	Taux d'exécution T3_2021	Evolution T3 2021/T3 2020	
					En valeur	En %
Recettes fiscales	1751,3	1641,43	1805,61	103,1%	164,18	10%
Impôts directs	551,2	576,75	629,86	114,3%	53,11	9%
Impôts Indirects	1129,0	1042,18	1144,42	101,4%	102,23	10%
Autres	71,1	22,50	31,34	44,1%	8,84	39%
Recettes Non fiscales	86,6	116,36	107,25	123,9%	-9,10	-8%
Total Recettes	1837,84	1757,79	1912,87	104,1%	155,08	9%

Source : DEES/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Les ressources externes mobilisées s'élèvent, à la date du 30 septembre 2021, à un montant de 76,61 milliards FCFA constitués essentiellement de dons en capital pour 72,61 milliards FCFA destinés à financer des projets d'investissement. Les dons courants qui sont destinés au financement de dépenses courantes ne sont mobilisés qu'à hauteur de 4,42 milliards FCFA à la fin du troisième trimestre 2021.

Comparées à la même période de l'année précédente, les ressources extérieures ont évolué en baisse de 25,94 milliards FCFA (-25,3%), imputable aux dons courants qui ont sensiblement diminué de 38,77 milliards FCFA. Par contre, les dons en capital ont progressé de 12,83 milliards FCFA.

L'essentiel des dons en capital (92,3%) enregistrés à la date du 30 septembre 2021 proviennent respectivement de l'USAID (39,4%), la GIZ (20,4%), l'AFD (9,7%), la KFW (8,5%), la Banque mondiale (8,3%), la BAD (3,4%) et le Japon (2,7%). La liste complète des partenaires techniques et financiers qui ont octroyé des dons en capital au cours des neufs premiers mois de 2021 figure à l'annexe 5 du document.

Tableau 2 : Situation des dons reçus à la fin du troisième trimestre 2021

Natures des dons	T3 2020	LFR1 2021	T3 2021	Taux d'exéc. T3_2021	Evolution T3_2021/T3_2020	
Dons courants	43,18	64,00	4,42	7%	-38,77	-90%
Dons en capital	59,37	228,00	72,20	32%	12,83	22%
Total ressources externes	102,55	292,00	76,61	26%	-25,94	-25,3%

Source : DODP/DGB/MFB et DESS/DGCPT/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 Les modifications de crédits de paiement

Les crédits de paiement (CP) ouverts par la LFR1 2021 sont principalement modifiés par des reports réalisés en début d'année sur les dépenses en capital financées sur ressources internes (38,20 milliards FCFA) et par une ouverture de crédits sur fonds de concours, au cours du troisième trimestre de 2021, pour un montant de 93,63 milliards FCFA répartis entre les dépenses :

- d'acquisitions de biens et services pour 68,95 milliards FCFA ;
- de transferts en capital pour 24,68 milliards FCFA.

Au cours du troisième trimestre 2021, les crédits ouverts par la LFR1 2021 au titre de dépenses imprévues de fonctionnement (15,26 milliards FCFA) ont fait objet de réallocation pour un montant de 15,23 milliards FCFA, soit un disponible de 30,4 millions FCFA à la date du 30 septembre 2021. Quant aux crédits ouverts au titre des dépenses d'investissement (2,58 milliards FCFA), ils sont entièrement réalloués au courant du trimestre sous revu.

La répartition des crédits ouverts par catégorie de dépenses se présente comme suit.

Tableau 3 : Répartition des crédits par catégorie de dépenses à la fin du troisième trimestre de 2021 (en milliards FCFA)

Catégories de dépenses	Crédits ouverts
Charges financières de la dette	321,70
Dépenses de personnel	904,90
Dépenses d'acquisitions de biens et services	376,14
Dépenses de Transfert courant	845,14
Dépenses en capital sur ressources internes	924,07
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	191,65
Dépenses de transferts en capital	694,23
Dépenses en capital sur ressources externes	784,00
Total budget général	4155,95

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

II.2 L'exécution des dépenses

Les dépenses exécutées (base ordonnancement) du budget général s'établissent à la date du 30 septembre 2021 à un montant de 3131,19 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 75,4% par rapport aux crédits ouverts à la même date.

Les dépenses exécutées sont réparties entre :

- les dépenses ordinaires exécutées pour 1951,36 milliards FCFA, soit 79,7% des crédits ouverts ;
- et les dépenses en capital pour 1180,21 milliards FCFA, soit 69,1% des crédits ouverts.

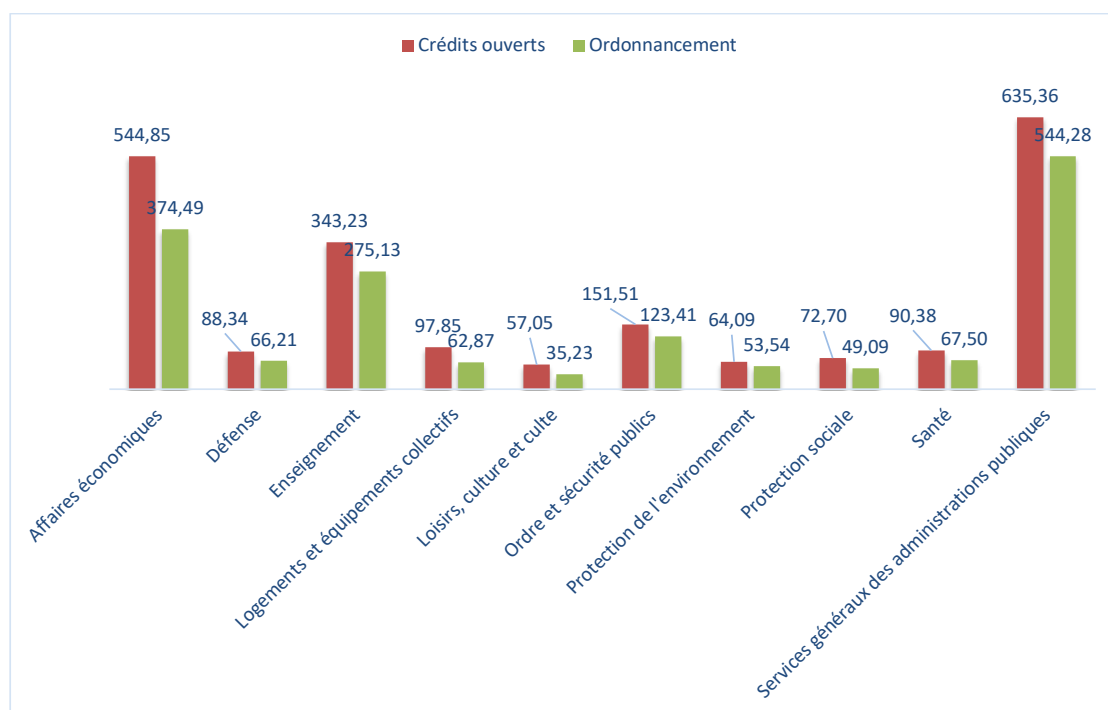
Tableau 4 : Situation d'exécution des crédits du budget général à la fin du troisième trimestre de 2021

Catégories de dépenses		eng. CP	ordon. CP	Paie.	Taux d'exéc. CP
Dépenses ordinaires	Total dépenses ordinaires	1948,72	1951,36	1928,86	79,7%
	Charges financières de la dette	247,09	247,09	247,09	76,8%
	Dépenses de personnel	671,35	671,35	671,35	74,2%
	Dépenses d'acquisition de biens et services	331,18	333,73	318,73	88,7%
	Dépenses de transferts courants	699,11	699,20	691,69	82,7%
Dépenses en capital	Total dépenses en capital	1206,47	1180,21	1136,57	69,1%
	Dépenses en capital sur ressources internes	645,07	618,80	575,17	67,0%
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	116,73	90,46	82,45	44,8%
	Dépenses de transferts en capital	528,34	528,34	492,72	73,2%
	Dépenses en capital sur ressources externes	561,41	561,41	561,41	71,6%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL		3155,19	3131,57	3065,43	75,4%

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

La situation d'exécution des dépenses financées sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) selon l'objet socio-économique de la dépense se présente comme suit :

Figure 2 : Exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartie par fonction à la fin du troisième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

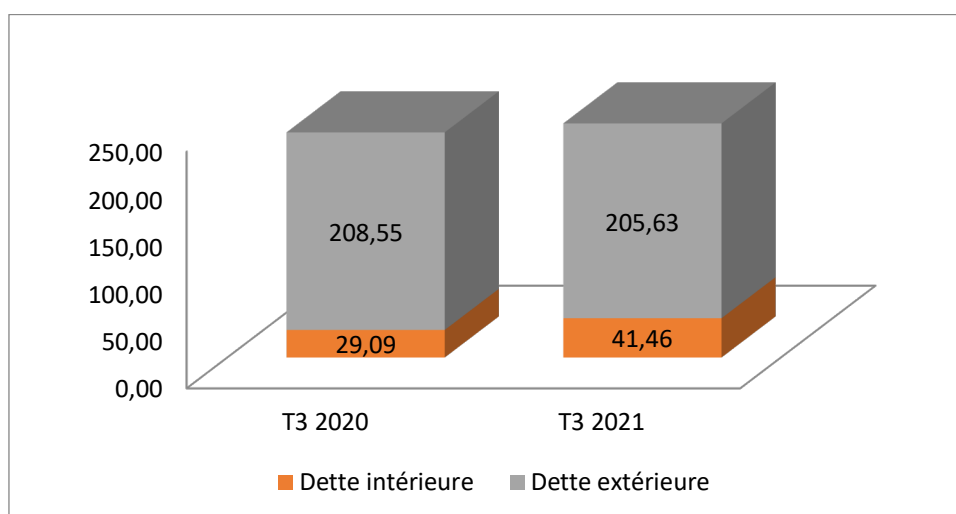
II.2.1 Exécution des dépenses Ordinaires

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette exécutées à la fin du troisième trimestre 2021 s'élèvent provisoirement à 247,09 milliards FCFA, soit un taux de d'exécution de 76,8% de la prévision de la LFR1 2021 (321,7 milliards FCFA).

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont évolué en hausse de 4% (+8,42 milliards FCFA). Cette hausse est expliquée par les charges de la dette intérieure qui ont augmenté de 43% (+12,47 milliards FCFA). En revanche, les charges de la dette extérieure qui constituent la part la plus importante de cette catégorie de dépenses (81%) ont légèrement évolué en baisse 1% (- 2,93 milliards FCFA).

Figure 3 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du troisième trimestre 2021



Source : DDP/DGCPTB/MFB

2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel exécutées (base ordonnancement) au 30 septembre 2021 s'élèvent à hauteur de 671,35 milliards FCFA, soit 74,2% des crédits ouverts par la LFR1 2021.

Comparées au troisième trimestre de 2020, les dépenses de personnel ont augmenté de 51,05 milliards FCFA, soit 8,2% en valeur relative.

Cette hausse s'explique, notamment par :

- (i) l'augmentation de l'effectif de la fonction publique de 7 200 agents pour se situer à 159 111 agents à fin septembre 2021 après 151 911 agents au troisième trimestre 2020) ;
- (ii) l'application du décret fixant une indemnité forfaitaire globale accordés certains agents de l'Etat pour prendre en charge les frais de gestion des véhicules administratifs (carburant, d'entretien, de réparation, d'amortissement et d'assurance) qui leur sont affectés ;
- (iii) la poursuite de la mise en œuvre des engagements de l'Etat auprès des organisations syndicales au

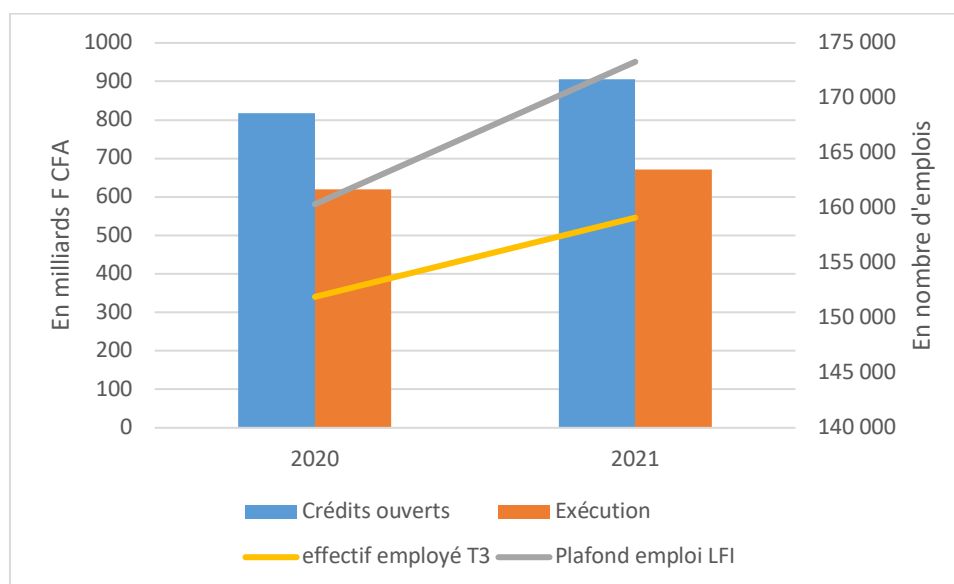
titre des accords du 30 avril 2018. A cet effet, un effort considérable a été consenti pour le paiement des rappels des enseignants et autres régularisations. Le montant payé au troisième trimestre 2021 au titre des rappels est de 21,9 milliards FCFA.

Les dépenses de personnel sont exécutées principalement dans les secteurs de :

- l'éducation et de la formation pour 58,3% ;
- la défense et de la sécurité pour 22% ;
- la santé pour 5,5%.

L'effectif total employé à fin septembre 2021 (159 111 agents) représente 92% du plafond annuel de 173 288 agents autorisé par la LFR1 2021.

Figure 4 : Evolution de la masse salariale et des effectifs au troisième trimestre 2021



Source : DS/DGB/MFB

3. Autres dépenses ordinaires

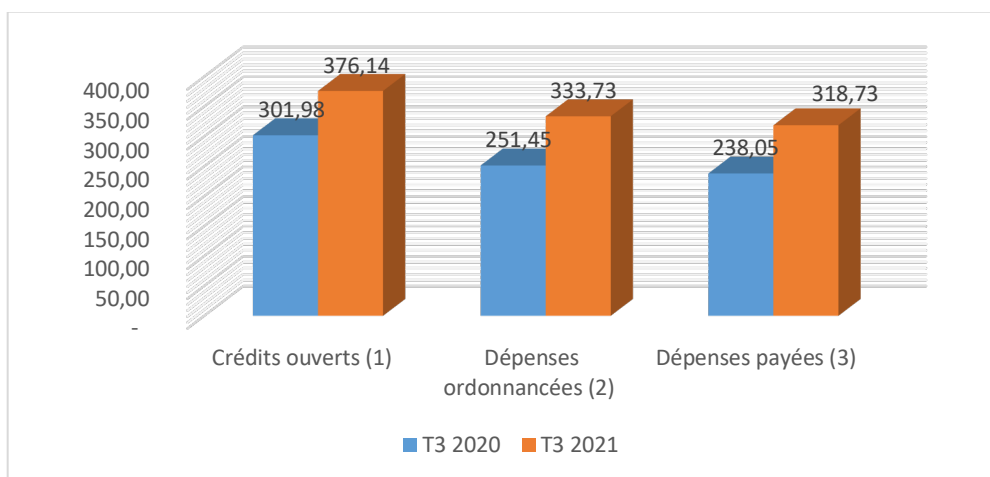
Les autres dépenses ordinaires comprennent :

- les dépenses d'acquisitions de biens et services destinées au fonctionnement des services des ministères et des institutions ;
- les dépenses de transferts courants au profit d'entités externes au budget général de l'Etat ainsi que de certaines catégories socio-professionnelles de la population.

3.1 Les dépenses d'acquisition de biens et services

Au 30 septembre 2021, les dépenses d'acquisitions de biens et de services sont exécutées (ordonnancées) à hauteur de 333,73 milliards FCFA, soit 88,72% des crédits ouverts d'un montant de 376,14 milliards FCFA contre 83,27% (251,45 milliards sur 301,98 milliards FCFA) un an auparavant.

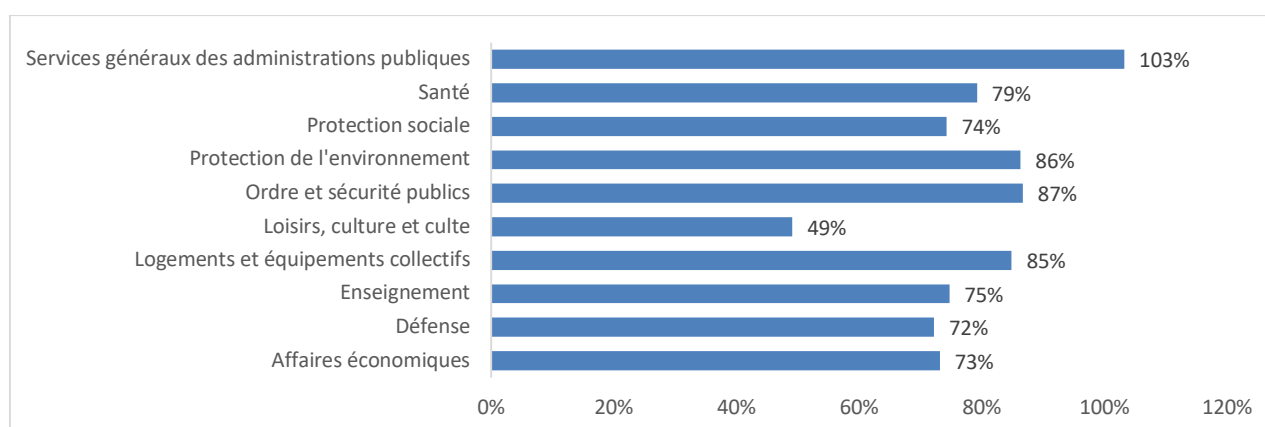
Figure 5 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses d'acquisition de biens et de services à la fin du troisième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Par destination socio-économique de la dépense (fonction), le niveau d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services se présente comme suit :

Figure 6 : Taux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services par fonction à la fin du troisième trimestre 2021



Le taux d'exécution affiché au troisième trimestre est essentiellement porté par les secteurs :

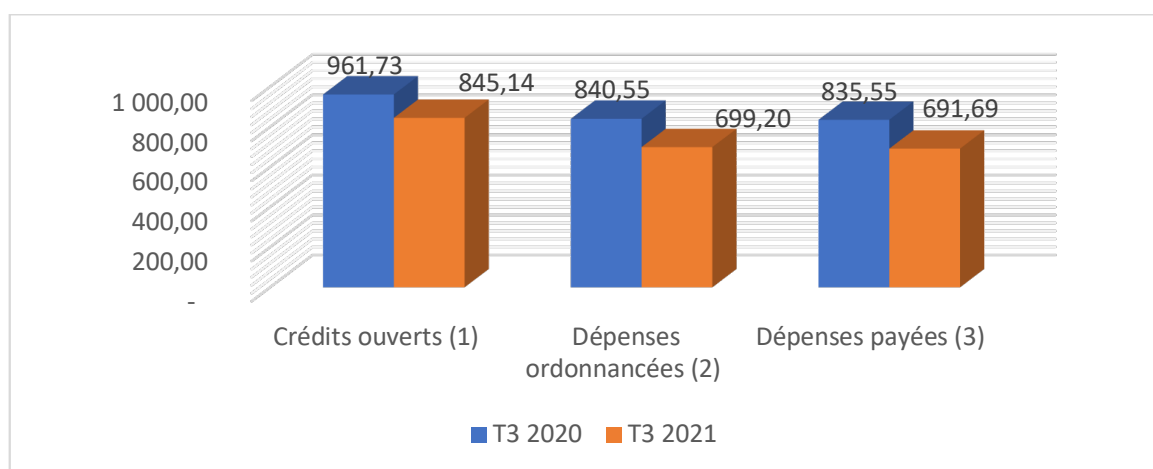
- des services généraux des administrations publiques à travers la dotation « Charges non réparties » qui affiche un taux d'exécution de 134% des crédits ouverts, en raison des impôts et taxes payés dans le cadre des investissements réalisés sur ressources extérieures. Compte tenu du caractère évaluatif des crédits ouverts au titre de ces impôts et taxes, les dépenses sont exécutées pour un montant de 59,13 milliards, soit presque dix fois plus que les crédits ouverts (6 milliards FCFA) ;

- de l'ordre et de la sécurité publique, avec les programmes « Sûreté publique et maintien de l'ordre » et « Sécurité publique » qui ont enregistré des taux d'exécution respectifs de 95% et 82% ;
- de l'enseignement, à travers les programmes « Pilotage ministériel, gestion et coordination administrative » et « Enseignement élémentaire » avec des taux d'exécution respectifs de 82% et 84%, en liaison avec les paiements aux professeurs et maîtres contractuels ;
- la santé, au niveau duquel le programme « Pilotage, Coordination et Gestion administrative » a enregistré un taux d'exécution de 79 % principalement expliqué par le paiement des salaires des contractuels de la santé et de l'action sociale.

3.2 Les dépenses de transferts courants

Les transferts courants exécutés (ordonnancés) au 30 septembre 2021 s'élèvent à 699,20 milliards FCFA, soit 82,73% des crédits ouverts, contre 840,50 milliards FCFA (87,40%) un an auparavant.

Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du troisième trimestre 2021



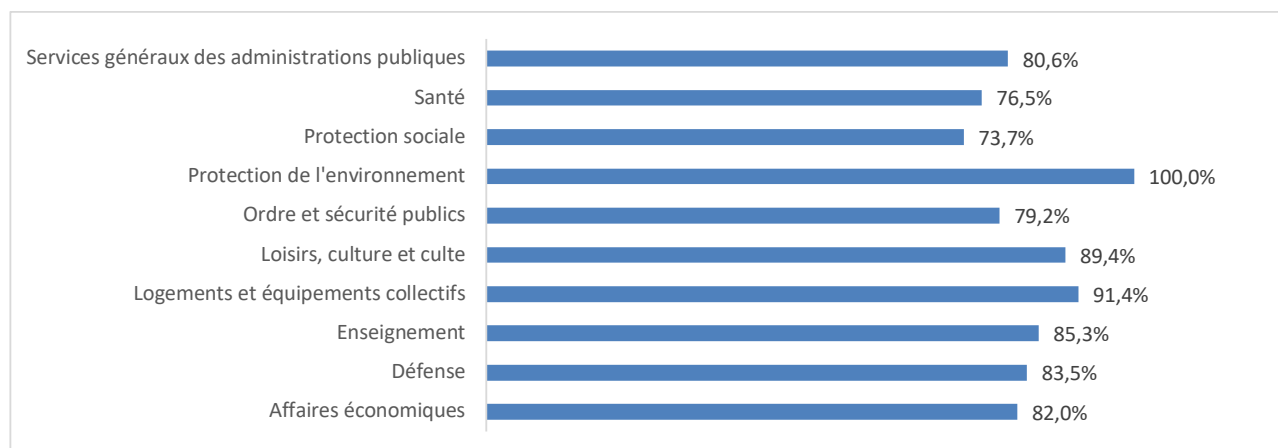
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Le niveau d'exécution des transferts courants, globalement satisfaisant, est porté par :

- les programmes budgétaires maître d'œuvre des politiques publiques (ou programmes métiers) qui affichent globalement un taux d'exécution de 84,9% ;
- les crédits destinés aux programmes en charge du pilotage et de la coordination des ministères sont exécutés à hauteur de 79,6%.

Les dotations budgétaires, principalement aux institutions constitutionnelles sont exécutées à hauteur de 74,9% des crédits ouverts.

Par fonction, les niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants se présentent comme suit.

Figure 8 : Taux d'exécution des transferts courants par fonction à la fin du troisième trimestre 2021

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Les niveaux d'exécution les plus satisfaisants sont réalisés au profit des secteurs :

- de la protection de l'environnement qui affiche le taux d'exécution le plus élevé (100%). Ce niveau d'exécution est expliqué principalement par le versement intégral des crédits ouverts au bénéfice de l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides (UCG) ;
- des logements et équipements collectifs » (91,4%), en liaison avec la mobilisation intégrale des transferts prévus pour le paiement de la location des bâtiments occupés par les services administratifs ;
- de l'enseignement avec un taux d'exécution des dépenses de 85,3% qui est expliqué par le paiement des bourses nationales et étrangères des étudiants (86,8%, soit 61,9 milliards FCFA) et aux subventions accordées aux centres des œuvres universitaires (91,8%, soit 35,8 milliards FCFA) et aux universités (89,2% des crédits ouverts, soit 61,8 milliards FCFA) ;
- des services généraux des administrations publiques (80,6%), constitués principalement des dotations des institutions constitutionnelles et des charges non réparties ;
- des « loisirs, culture et culte » (89,4%, soit 18,7 milliards) avec la mobilisation des subventions au profit des organismes publics et privés de la presse et de la culture ;
- de la défense (83,5%) et de l'ordre et la sécurité publics (79,2%)

Des niveaux d'exécution satisfaisants sont également enregistrés sur les transferts destinés aux secteurs :

- de la « santé » (76,5%) grâce à la mobilisation de 83,9% des crédits ouverts au titre de subventions aux établissements publics de santé ;
- et de la « protection sociale » qui réalise une exécution de 73,7% des crédits ouverts porté par les transferts effectués au titre de la couverture maladie universelle qui affiche un taux d'exécution satisfaisant avec un versement représentant 75,7% des crédits ouverts.

II.2.2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital ordonnancées au 30 septembre 2021 s'élèvent à 1180,21 milliards FCFA sur des crédits ouverts de 1206,47 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 69,1%. Elles sont réparties entre :

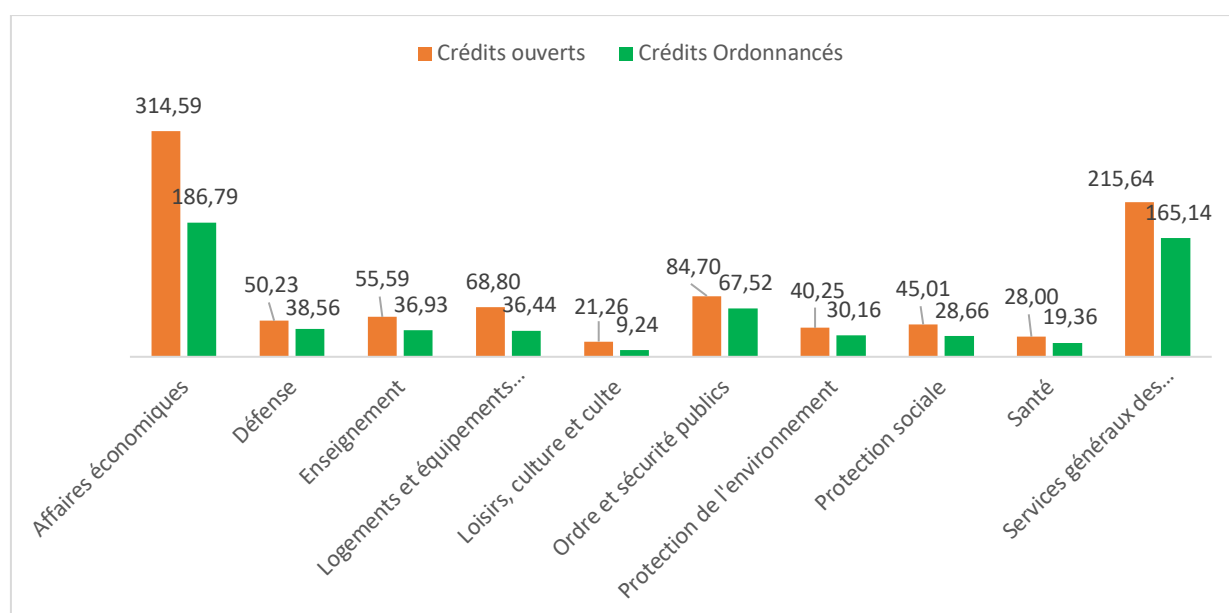
- les dépenses financées sur ressources internes, pour un montant de 618,80 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 67% ;
- et les dépenses financées sur ressources externes, pour un montant de 561,41 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 71,6%.

1. Dépenses en capital financées sur ressources internes

Les dépenses financées sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat et les dépenses de transferts en capital.

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes se présentent comme suit :

Figure 9 : Exécution des dépenses en capital par fonction à la fin du troisième trimestre 2021

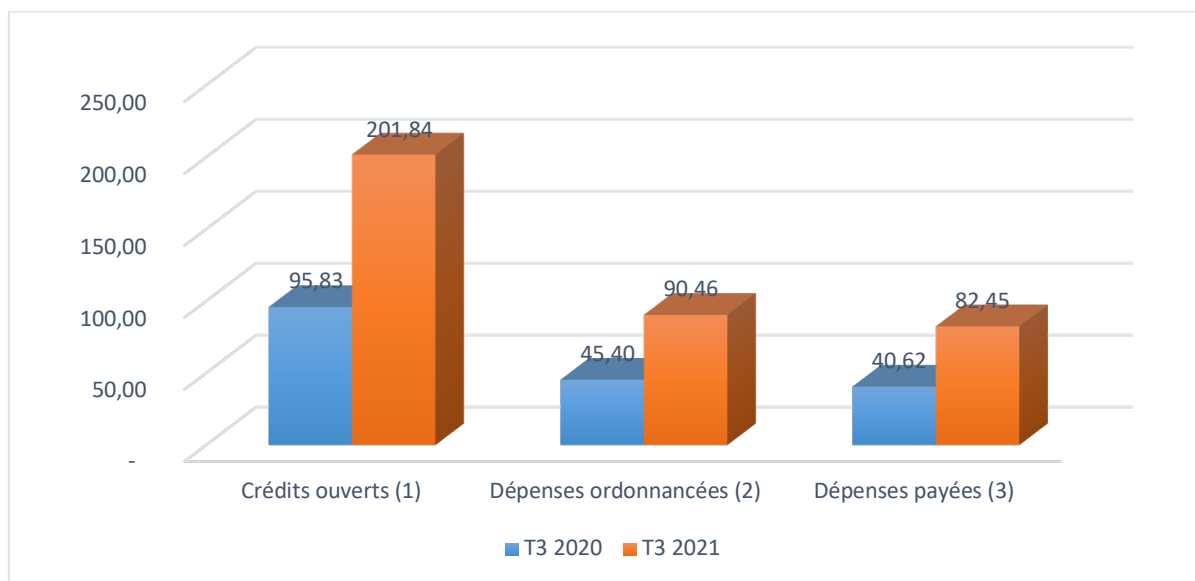


Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Au 30 septembre 2021, les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat sont arrêtées à 90,46 milliards FCFA, contre 45,40 milliards FCFA un an auparavant. Toutefois, le niveau d'exécution des crédits ouverts de 201,84 milliards FCFA (44,8%) est en deçà de celui réalisé à la même date de l'année précédente (47,4%).

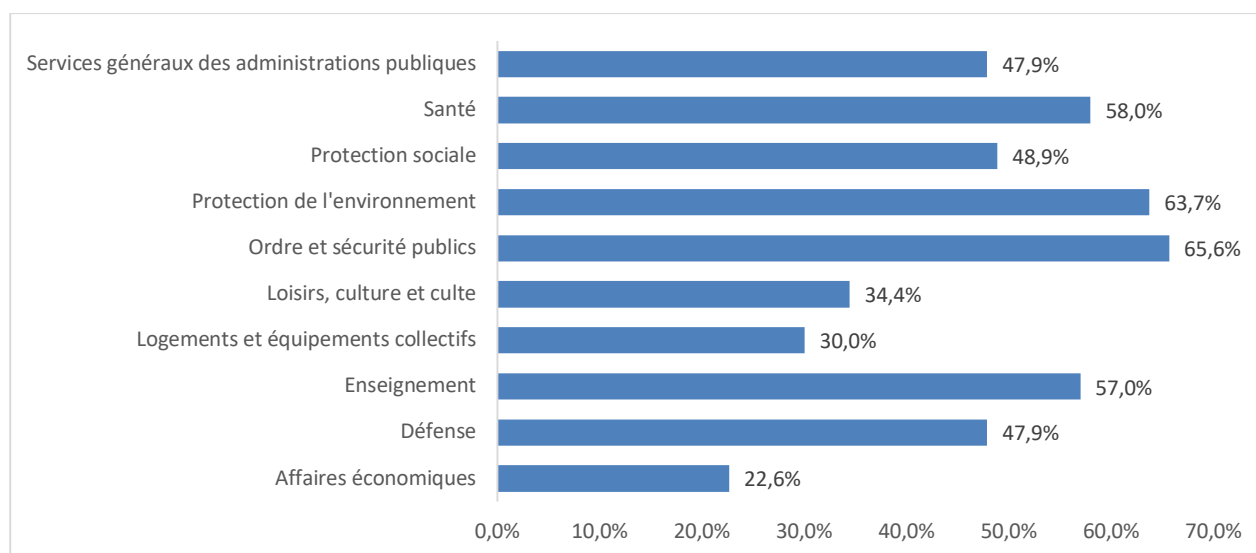
Figure 10 : Evolution de l'exécution des crédits de Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat à la fin du troisième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

A l'exception des secteurs « Ordre et sécurité publique », « Protection de l'environnement » et « Santé » qui affichent des taux d'exécution respectifs de 65,6%, 63,7% et 58,0%, tous les secteurs ont un rythme d'exécution des dépenses relativement bas, n'atteignant pas 50% des crédits ouverts.

Figure 11 : Taux d'exécution des dépenses d'investissement exécutés par l'Etat par fonction à la fin du troisième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

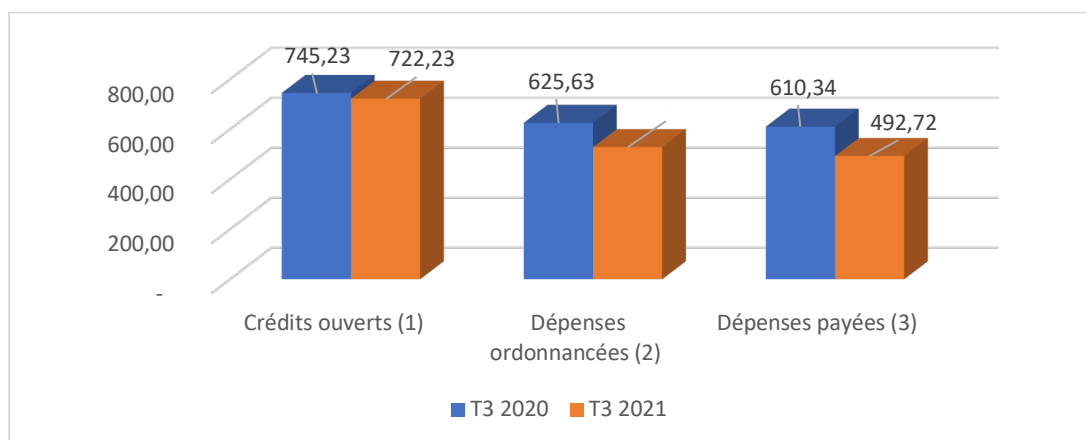
1.2 Les dépenses transferts en capital

Au 30 septembre 2021, les dépenses de transferts en capital sont exécutées à hauteur de 528,34 milliards FCFA, contre 625,63 milliards FCFA un an auparavant. Le taux d'exécution affiché à la fin du troisième trimestre de 2021 s'élève à 73,2% des crédits ouverts d'un montant de 722,23 milliards FCFA, contre 84% à la même date de l'année précédente.

Le niveau d'exécution des transferts en capital, qui est globalement satisfaisant est porté par les programmes métiers qui, regroupant plus de 80% des crédits de transferts en capital, réalisent globalement un taux d'exécution de 74% des crédits ouverts. Quant aux programmes en charge du pilotage et de la coordination des ministères, ils affichent un taux d'exécution de 84% des crédits ouverts représentant un montant de 40,3 milliards FCFA, soit 9% du total des crédits de transferts en capital ;

Les dotations budgétaires sont exécutées à hauteur de 63% des crédits ouverts au profit des institutions constitutionnelles.

Figure 12 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du troisième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Selon la destination de la dépense par objet socio-économique, le niveau de mobilisation des transferts en capital est tiré par les secteurs suivants :

- le secteur de la défense (86%), à travers le programme « Défense du territoire national » qui a mobilisé 98% des crédits destinés à l'acquisition de matériel et d'équipements militaires ;
- le secteur de l'enseignement pour lequel 86% des crédits ouverts au titre des transferts en capital sont exécutés en faveur du programme « Enseignement supérieur » à travers :
 - o le projet un étudiant un ordinateur au bénéfice duquel 8,5 milliards FCFA sur des crédits ouverts de 9,15 milliards FCFA sont mobilisés, soit un taux d'exécution de 92% ;
 - o les projets de création de l'Université virtuelle du Sénégal (UVS) et de Mise en œuvre des espaces numériques ouverts (ENO) dont les crédits sont mobilisés à hauteur de 92% à la fin du troisième trimestre 2021 ;
- le secteur de la protection de l'environnement (83%) avec la mobilisation des ressources à la faveur des programmes « Cadre de vie » ; « Aménagement et développement urbain » ; « Lutte contre la

déforestation et la dégradation des terres » pour lesquels la totalité des crédits de transferts courants sont mobilisés. Le programme « Gestion Intégrée des Ressources en Eau » affiche aussi un taux d'exécution satisfaisant de 83%. Cependant, le programme « Assainissement et Gestion des Eaux Pluviales », qui regroupe plus de la moitié des crédits de transferts en capital du secteur, affiche un taux d'exécution encore faible à la fin du troisième trimestre 2021 (69%) ;

- le secteur des services généraux des administrations publiques (80%) avec notamment la mobilisation de presque l'intégralité des ressources allouées au titre de participations financières de l'Etat ;

Le secteur de la santé a mobilisé 73% des crédits ouverts sur les transferts en capital, grâce aux programmes « Santé de base » (71%) et « Santé de référence » (84%). Les crédits mobilisés par le programme « Santé de base » sont essentiellement destinés à la mise en œuvre du plan de riposte contre la covid-19. A ce titre, pour des crédits ouverts de 12,4 milliards FCFA, un montant de 8,9 milliards est mobilisé, soit un taux d'exécution de 71% ;

Le niveau d'exécution des crédits du secteur des « affaires économiques » est de 66% au 30 septembre 2021 et mérite d'être amélioré. Ce niveau de taux est en partie expliqué, en partie, par les performances en matière d'exécution des ressources destinées au sous-secteur de l'agriculture pour lequel seulement 43% des crédits ouverts sont mobilisés à la fin du troisième trimestre 2021. Toutefois, le sous-secteur des transports affiche un niveau d'exécution relativement satisfaisant avec 77% des crédits ouverts.

Figure 13 : Taux d'exécution des dépenses de transferts en capital par fonction à la fin du troisième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

2. Dépenses en capital financées sur ressources externes

Le montant ordonnancé au titre des dépenses en capital sur ressources extérieures s'élève, à la date du 30 septembre 2021, à 561,41 milliards FCFA, sur une prévision de tirages de 784,00 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 71,6%. Ces dépenses sont financées à 87% par les prêts (489,21 milliards) et 13% par dons (72,20 milliards).

Parmi ces dépenses, un montant de 40,98 milliards FCFA a fait objet de rétrocession dont 34,81 milliards FCFA en ce qui concerne les prêts projets et 6,00 milliards FCFA pour les dons en capital. Les principaux projets bénéficiaires de ce montant rétrocédé sont le projet KMS III (SONES) et les projets du secteur de l'énergie au profit de la SENELEC, de l'OMVS et de l'OMVG.

Par conséquent, les dépenses en capital réalisées par l'Etat sur ressources extérieures (base TOFE) s'élèvent au 30 septembre 2021 à 520,60 milliards FCFA.

Tableau 5 : Situation des tirages sur ressources extérieures à la fin du troisième trimestre de 2021 (en milliards FCFA)

	Dons en capital	Prêts projets	Total
Tirages hors rétrocessions	66,20	454,40	520,60
Rétrocessions	6,00	34,81	40,98
Total	72,20	489,21	561,41

Source : DODP/DGB/MFB

Plus de la moitié des tirages est mobilisée pour le financement des projets du secteur quaternaire (317,85 milliards FCFA). Pour la majorité de ce financement, les projets bénéficiaires sont relatifs aux sous-secteurs :

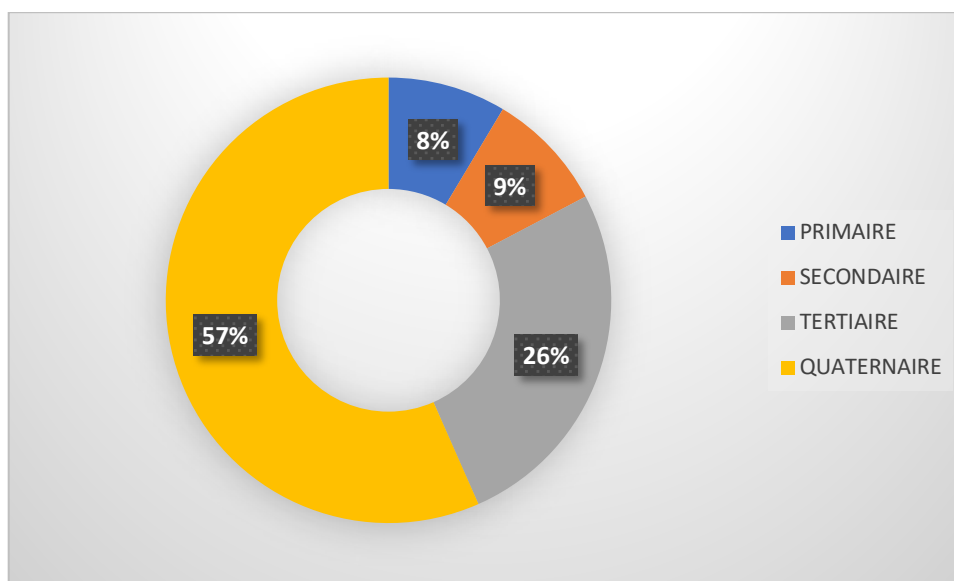
- « Habitat et Urbanisme » (63,39 milliards FCFA), pour essentiellement la mise en œuvre des programmes PACASEN et PROMOVILLES ;
- « Santé et nutrition » (59,25 milliards FCFA), dans le cadre notamment de la lutte contre le paludisme, de la riposte contre la pandémie de covid-19 et des constructions d'hôpitaux ;
- « Culture, jeunesse et sports » (54,34 milliards FCFA), avec notamment la construction du stade olympique ;
- « Education – formation » (46,15 milliards FCFA) ;
- « Développement social » (35,36 milliards FCFA).

Le secteur tertiaire représentant un peu plus du quart des tirages (146,49 milliards FCFA) consacrés principalement aux sous-secteurs des transports routiers (88,37 milliards FCFA) et des transports ferroviaires (35,20 milliards FCFA).

Le secteur secondaire, bénéficie de 9% des tirages (48,65 milliards FCFA), qui concernent essentiellement le sous-secteur de l'Energie pour la mise en œuvre des projets d'électrification.

Le secteur primaire, qui a le moins bénéficié des ressources extérieures, représente 8% des tirages (48,20 milliards FCFA), au profit, principalement, des sous-secteurs de l'agriculture (33,11 milliards FCFA) et de l'hydraulique rurale (9,32 milliards).

Figure 14 : Répartition des tirages par secteur à la fin du mois de septembre 2021



Source : DODP/DGB/MFB

III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)

La situation d'exécution du FNR affiche, à la fin du troisième trimestre 2021, un solde positif de 20,095 milliards FCFA, soit une hausse de 5,391 milliards FCFA par rapport à la même période de l'année précédente (14,704 milliards FCFA). Cette hausse expliquée par :

- le renforcement du suivi des cotisations des fonctionnaires en détachement, qui a permis d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes ;
- et l'augmentation du nombre de cotisants (+7 208 cotisants), au moment où l'effectif des allocataires a évolué en baisse (- 285 allocataires).

Les recettes du FNR se chiffrent en fin septembre 2021 à 100,006 milliards FCFA, dont 12,231 milliards FCFA générés par le régime complémentaire.

Les dépenses du FNR s'établissent à 79,911 milliards FCFA, constituées des allocations de pension du régime général pour un montant de 79,158 milliards FCFA et des allocations du régime complémentaire pour une enveloppe de 0,753 milliards FCFA.

Le rapport démographique (nombre cotisants sur nombre d'allocataires) en fin septembre 2021 est de 1,8 contre 1,7 un an auparavant.

Tableau 6 : Situation d'exécution du FNR à la fin du troisième trimestre 2021

	LF	T3_2020	T3_2021	Ecart n/n-1
Recettes (en milliards F CFA)	111,75	91,458	100,006	8,548
dont régime complémentaire		3,519	12,675	9,156
Nombre de cotisants		116 964	124 172	7 208
Dépenses (en milliards F CFA)	111,75	76,754	79,911	3,157
Nombre Allocataires		69 695	69 410	-285
Solde du FNR	0	14,704	20,095	5,391

Source : DP/DGB/MFB

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DU SECTEUR PARAPUBLIC

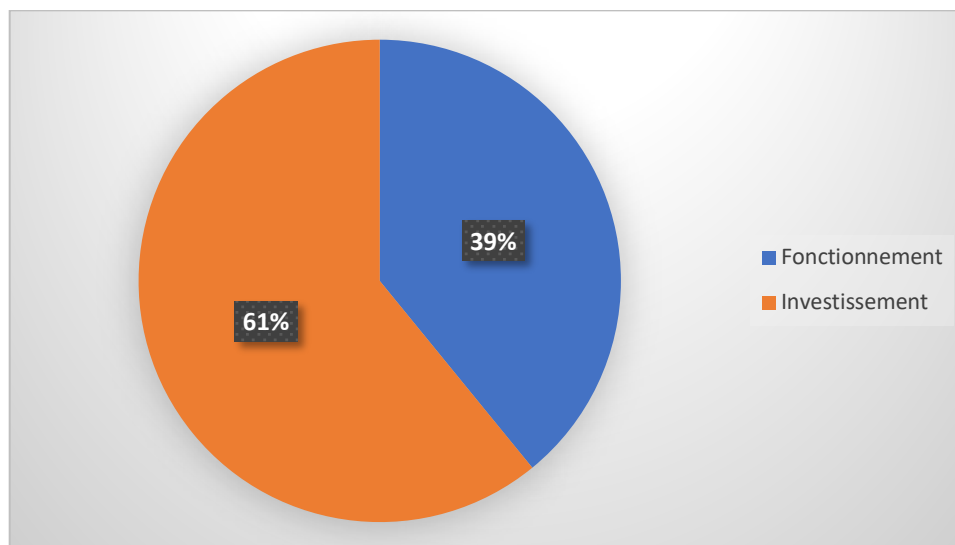
La situation d'exécution budgétaire du secteur parapublic au troisième trimestre 2021 concerne quatre-vingt-dix-huit (98) organismes publics autonomes. Il s'agit de :

- 32 agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- 23 établissements publics de santé (EPS) ;
- 18 établissements d'enseignement supérieur publics (EESP) et centres des œuvres universitaires ;
- 25 autres organismes publics (6 EPIC, 2 EPST, 2 EPP, 12 ARD, 1 EPCS, CESE et CENA)

1. Situation des budgets prévisionnels

Les entités suivies, cumulent au troisième trimestre, au titre de l'exercice 2021, un budget prévisionnel de 1540,965 milliards FCFA, qui comprend des crédits de fonctionnement pour un montant de 606,447 milliards FCFA (39% du budget) et d'investissement pour 944,518 milliards (59% du budget).

Figure 15 : Structure par nature du budget prévisionnel des entités suivies au troisième trimestre 2021



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les ressources de ces entités comprennent :

- les transferts attendus de l'État pour 498,139 milliards FCFA, soit 32,1% des prévisions globales de recettes. Ils se décomposent en transferts courants pour 237,507 milliards FCFA (47,7% des recettes de fonctionnement) et en transferts en capital pour 260,631 milliards FCFA (52,3% des recettes d'investissement) ;
- les contributions des partenaires techniques et financiers (PTF) pour 520,384 milliards FCFA, soit 33,6% des prévisions totales ;
- les ressources propres pour 532,231 milliards FCFA, soit 34,3% des prévisions totales.

Les prévisions de dépenses de personnel sont évaluées à 189,783 milliards FCFA. Elles représentent 31,3% du budget de fonctionnement et 12,2 % du budget total desdites entités.

2. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées au 30 septembre 2021 s'élèvent à 728,872 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 47,0% des prévisions. Les transferts de l'Etat sont mobilisés à hauteur de 308,804 milliards FCFA, soit 62,0 % des transferts prévus. Les transferts mobilisés sont constitués pour 158,736 milliards FCFA de transferts courants et pour 123,068 milliards FCFA de transferts en capital, soit des taux d'exécution respectifs de 78,2 % et 47,2%.

Le taux d'exécution des dépenses des budgets des différentes entités s'établit à 44,5%, soit un montant de 689,537 milliards FCFA. Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de 364,655 milliards FCFA et celles d'investissement à 325,882 milliards FCFA, soit des taux d'exécution respectifs de 60,0 % et 34,5% des prévisions.

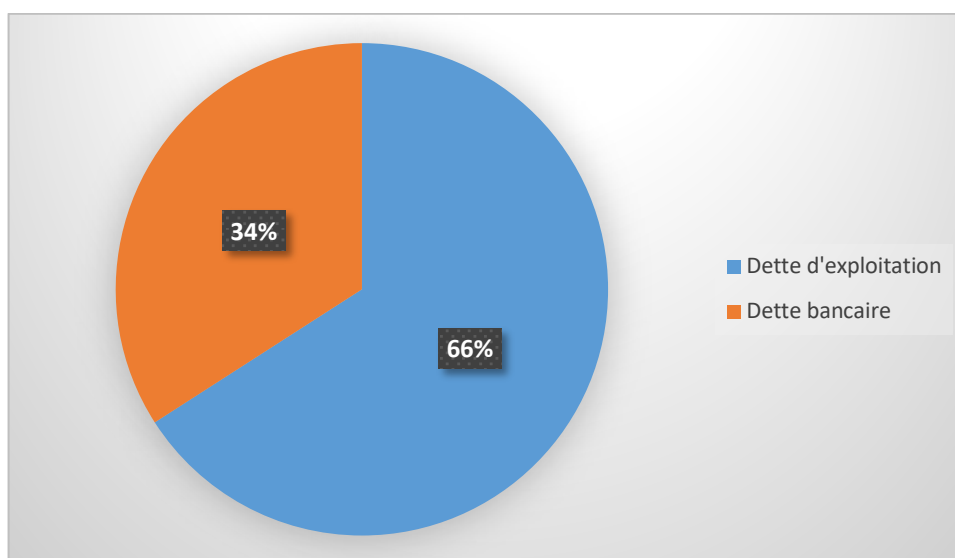
Les dépenses de personnel sont exécutées à hauteur de 134,941 milliards, soit 71,1% des prévisions.

3. Situation de la dette

La dette des entités suivies, s'élève à 188,003 milliards FCFA au troisième trimestre et se décompose ainsi qu'il suit :

- dette d'exploitation : 123,917 milliards FCFA (66% de la dette) ;
- dette bancaire constituée d'emprunts et de découverts pour un montant de 64,086 milliards FCFA (34% de la dette).

Figure 16 : Structure de la dette des entités suivies à la fin du troisième trimestre 2021

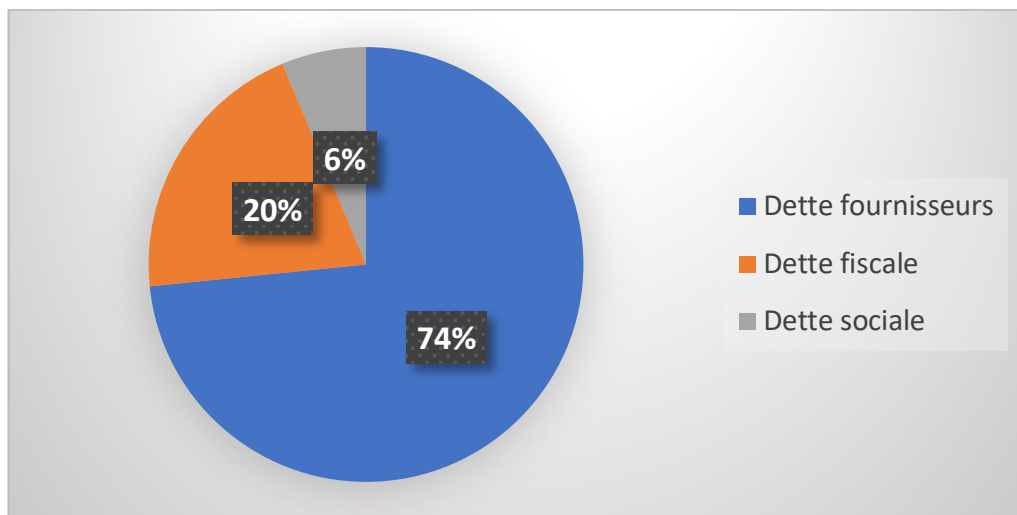


Source : DSP/DGCPT/MFB

La dette d'exploitation de ces structures se décompose ainsi qu'il suit :

- dette fournisseurs : 150,593 milliards FCFA ;
- dette fiscale : 41,612 milliards FCFA ;
- dette sociale : 21,712 milliards FCFA.

Figure 17 : Structure de la dette d'exploitation des entités suivies au troisième trimestre 2021



Source : DSP/DGCPT/MFB

ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes du budget général à la fin du troisième trimestre 2021 (en FCFA)

Nature de recettes	T3_2020	T3_2021
TOTAL RECETTES	1 880 509 279 617	1 983 484 682 840
A11 Recettes fiscales	1 641 591 408 876	1 805 613 178 114
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	539 325 165 670	579 081 194 445
A1111 Impôts à la charge des personnes physiques	241 998 339 724	271 296 077 483
A1112 Impôts sur les Sociétés et autres entreprises	292 328 935 788	303 819 426 372
A1113 Non ventilables	4 997 890 158	3 965 690 590
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	5 833 444 635	6 884 364 518
A113 Impôts sur le patrimoine	31 750 563 866	43 891 844 999
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	4 478 065 315	3 979 778 234
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	27 272 498 551	39 912 066 765
A114 Impôts sur les biens et services	818 322 708 883	886 716 721 598
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	572 757 683 624	621 463 767 135
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	560 595 899 050	608 572 090 004
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	0	0
A1142 Accises	143 366 819 824	186 756 826 063
A1144 Taxes sur des services déterminés	0	0
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	50 462 864 960	25 677 311 188
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	8 687 974 749	9 062 040 367
A11452 Autres	45 437 804 655	25 677 311 188
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	223 860 000 000	257 700 000 000
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	223 860 000 000	257 700 000 000
A1152 Taxes à l'exportation	0	0
A116 Autres recettes fiscales	22 499 525 822	31 339 052 553
A13 Dons	122 718 488 134	70 617 546 505
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	114 650 221 364	70 617 546 505
A1311 Courants	35 115 129 000	4 417 500 000
A1312 En capital	79 535 092 364	66 200 046 505
A132 Reçus d'organisations internationales	8 068 266 770	0
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	0	0
A14 Recettes non fiscales	116 199 382 607	107 253 958 221
A141 Revenu de la propriété	83 808 700 665	91 949 082 391
A1411 Intérêts	494 000 000	465 871 017
A1412 Dividendes	38 113 155 291	30 394 638 118
A1415 Loyers	45 201 545 374	61 088 573 256
A142 Ventes de biens et services	8 196 222 363	10 022 301 910
A1422 Droits administratifs	8 161 432 753	10 018 775 475
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	34 789 610	3 526 435
A143 Amendes, pénalités et confiscation	0	0
A145 Recettes diverses non identifiées	24 194 459 579,00	5 282 573 920,00

Source : DEES/DGCPT/MFB

Annexe 2 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par ministère ou institution, par programme ou dotation et par catégorie de dépense Le tableau est disponible sur <https://budget.sec.gouv.sn>

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par ministère ou institution selon la fonction à la fin du troisième trimestre 2021 (en milliards FCFA)

	01 Services généraux des administrations publiques	02 Défense	03 Ordre et sécurité publics	04 Affaires économiques	05 Protection de l'environnement	06 Logements et équipements collectifs	07 Santé	08 Loisirs, culture et culte	09 Enseignement	10 Protection sociale	Total
21 Présidence de la République	35,89	0,55	0,00	8,01	0,00	0,23	0,00	1,50	0,00	0,14	46,32
22 Assemblée Nationale	15,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,12
24 Conseil Economique Social et Environnemental	5,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,97
25 Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,56
27 Cour Suprême	0,00	0,00	0,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,79
28 Cour des Comptes	0,00	0,00	4,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,94
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	9,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,40
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	11,00	0,00	0,00	1,17	0,00	0,00	1,47	0,00	0,75	0,60	14,99
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	12,86	0,00	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	13,17
32 Ministère des Forces Armées	0,00	65,66	35,95	0,00	0,00	0,76	2,35	0,00	0,59	0,81	106,11
33 Ministère de l'Intérieur	7,09	0,00	39,32	0,00	0,00	0,00	0,02	0,28	0,80	0,02	47,53
34 Ministère de la Justice	0,26	0,00	40,27	0,01	0,00	0,00	0,04	0,00	0,83	1,25	42,67
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	0,00	0,00	0,02	2,19
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	0,00	0,00	0,00	1,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	2,05
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0,00	0,00	0,06	13,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	14,02
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	0,00	0,00	0,00	86,96	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,01	87,47

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par ministère ou institution selon la fonction à la fin du troisième trimestre 2021 (en milliards FCFA)

	01 Services généraux des administrations publiques	02 Défense	03 Ordre et sécurité publics	04 Affaires économiques	05 Protection de l'environnement	06 Logements et équipements collectifs	07 Santé	08 Loisirs, culture et culte	09 Enseignement	10 Protection sociale	Total
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	0,00	0,00	0,00	73,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00	73,65
43 Ministère des Finances et du Budget	178,84	0,00	0,00	2,01	0,00	2,56	0,00	0,00	0,00	0,11	183,53
44 Ministère du Pétrole et des Énergies	0,00	0,00	0,00	57,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	57,56
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0,00	0,00	0,00	8,13	0,00	1,04	0,00	0,00	0,00	0,01	9,18
46 Ministère de l'Urbanisme de logement et de l'hygiène publique	0,00	0,00	1,25	0,00	30,42	28,21	0,00	0,01	0,00	0,02	59,90
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0,00	0,00	0,00	6,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	6,47
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0,00	0,00	0,00	22,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	22,23
50 Ministère de l'Éducation Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,01	62,26	0,00	62,33
52 Ministère des Sports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,35	0,02	0,01	9,38
53 Ministère de la Culture et de la Communication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,58	0,16	0,01	20,75
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63,42	0,00	1,73	1,22	66,36
55 Ministère de la Jeunesse	0,03	0,00	0,00	7,33	0,00	0,00	0,03	2,70	0,00	0,02	10,10
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0,00	0,00	0,00	3,71	5,89	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	9,61
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,49	4,12	5,61
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	0,00	0,00	0,00	5,93	0,00	0,00	0,00	0,00	4,96	0,01	10,91
60 Charges non Réparties	200,80	0,00	0,00	37,51	0,00	0,93	0,00	0,80	0,00	1,02	241,06
61 Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération	17,36	0,00	0,00	3,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,22
62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	0,00	0,00	0,00	5,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,01	5,64
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0,00	0,00	0,00	9,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,30	9,87
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0,00	0,00	0,00	1,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	1,96
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	47,60	0,00	0,00	2,13	0,00	2,30	0,00	0,00	0,00	0,00	52,03
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,63	17,23	17,92	0,00	0,00	0,00	0,00	35,78

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par ministère ou institution selon la fonction à la fin du troisième trimestre 2021 (en milliards FCFA)

	01 Services généraux des administrations publiques	02 Défense	03 Ordre et sécurité publics	04 Affaires économiques	05 Protection de l'environnement	06 Logements et équipements collectifs	07 Santé	08 Loisirs, culture et culte	09 Enseignement	10 Protection sociale	Total
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0,00	0,00	0,00	1,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,27
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0,00	0,00	0,00	1,85	0,00	0,00	0,00	0,00	201,19	0,01	203,04
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0,00	0,00	0,00	2,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,84
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	0,00	0,00	0,00	8,58	0,00	8,43	0,00	0,00	0,02	39,13	56,16
Total	544,28	66,21	123,41	374,49	53,54	62,87	67,50	35,23	275,13	49,09	1 651,73

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par fonction selon la catégorie de dépenses à la fin du troisième trimestre 2021 (en milliards F CFA)

	3 Dépenses d'acquisition de biens et services	4 Dépenses de transferts courants	5 Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	6 Dépenses de transferts en capital	Total
01 Services généraux des administrations publiques	186,7	192,4	12,5	152,6	544,28
02 Défense	26,8	0,9	5,7	32,9	66,21
03 Ordre et sécurité publics	34,3	21,6	13,5	54,0	123,41
04 Affaires économiques	8,3	179,4	10,9	175,9	374,49
05 Protection de l'environnement	2,9	20,4	10,9	19,3	53,54
06 Logements et équipements collectifs	1,7	24,7	4,0	32,5	62,87
07 Santé	12,4	35,8	3,8	15,5	67,50
08 Loisirs, culture et culte	7,3	18,7	5,3	3,9	35,23
09 Enseignement	50,5	187,7	21,3	15,7	275,13
10 Protection sociale	2,8	17,6	2,6	26,0	49,09
Total	333,73	699,20	90,46	528,34	1651,73

Annexe 5 : Situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources extérieures par source de financement à la date du 30 septembre 2021 (en FCFA)

BAILLEURS	EMPRUNT	SUBVENTION	TOTAL	PART RELATIVE
BANQUE MONDIALE	117 395 626 420	5 965 448 598	123 361 075 018	21,97%
BID	74 952 428 200	243 600 000	75 196 028 200	13,39%
BAD	56 019 210 993	2 483 607 602	58 502 818 595	10,42%
STANDARD CHARTERED BANK	54 006 212 779		54 006 212 779	9,62%
AFD	39 803 954 391	7 036 372 608	46 840 326 999	8,34%
SOCIETE GENERALE DES BANQUES	31 992 764 921		31 992 764 921	5,70%
USAID		28 417 638 240	28 417 638 240	5,06%
BOAD	26 341 026 194		26 341 026 194	4,69%
BEI	25 637 423 388		25 637 423 388	4,57%
BPI France	16 577 201 755		16 577 201 755	2,95%
EXIM BANK CHINE	15 733 477 057		15 733 477 057	2,80%
GIZ		14 700 694 969	14 700 694 969	2,62%
NATIXIS	7 789 730 768		7 789 730 768	1,39%
KFW		6 128 144 440	6 128 144 440	1,09%
Italie	5 533 183 587	483 935 500	6 017 119 087	1,07%
JAPON	889 349 910	1 925 962 415	2 815 312 325	0,50%
FSD	2 718 391 383		2 718 391 383	0,48%
EXIM BANK (KOREA)	2 333 003 252		2 333 003 252	0,42%
FIDA	1 524 167 555	521 584 312	2 045 751 867	0,36%
Fonds Koweïtien	1 759 802 316		1 759 802 316	0,31%
PAYS BAS		1 662 416 902	1 662 416 902	0,29%
BADEA	1 640 791 000		1 640 791 000	0,29%
UE		1 331 698 749	1 331 698 749	0,24%
EXIM BANK (INDE)	1 246 392 763		1 246 392 763	0,22%
INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA (ICBC)	1 180 260 144		1 180 260 144	0,21%
BANCO SATANDER	1 006 935 137		1 006 935 137	0,18%
OFID	820 869 618		820 869 618	0,15%
BOA	819 019 462		819 019 462	0,15%
EXIM BANK TCHEQUE	771 208 211		771 208 211	0,14%
ADFD	716 346 400		716 346 400	0,13%
FONDS NORDIQUE		695 640 445	695 640 445	0,12%
PNUD		348 216 438	348 216 438	0,06%
CANADA		251 738 460	251 738 460	0,04%
TOTAL GENERAL	489 208 777 603	72 196 699 678	561 405 477 282	100,00%



Direction générale du Budget

www.budget.gouv.sn